



HAL
open science

Se politiser par le travail

Sophie Bérout, Florence Johsua

► **To cite this version:**

Sophie Bérout, Florence Johsua. Se politiser par le travail. Sombrero (collectif); Fillieule, Olivier; Bérout, Sophie; Masclet, Camille; Sommier, Isabelle. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Actes Sud, pp.163-191, 2018, 978-2-330-09684-7. hal-02941821

HAL Id: hal-02941821

<https://hal.science/hal-02941821>

Submitted on 24 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHANGER LE MONDE, CHANGER SA VIE

CHANGER LE MONDE, CHANGER SA VIE

Enquête sur les militantes et militants
des années 68 en France

Sous la direction d'Olivier Fillieule
Sophie Bérout, Camille Mascret, Isabelle Sommier
Avec le collectif Sombrero

SOMMAIRE

Introduction. Une enquête sur 68 et ses vies ultérieures,
par Olivier Fillieule

I. LES SYNDICALISTES

1. Des années de conquête au temps du repli : des parcours
syndicaux au long cours, *par Sophie Bérout*
2. Villes et bastions ouvriers : les grandes mutations ?,
par Tristan Haute et Séverine Misset
3. Des ouvriers au centre de toutes les attentions,
par Annie Collovald et Karel Yon.....
Portrait. Gérard Meyer : quand sociabilités professionnelles et
militantes cheminotes se confondent *par François Alfandari*
4. Dans la marmite syndicale : tombé.e.s dedans petit.e.s ?,
par François Alfandari et Charles Berthonneau
5. Se politiser par le travail, *par Sophie Bérout et Florence Joshua* ...
6. Les syndicalistes ont-ils une vie privée ?, *par Émilie Biland,*
Maëlle Moalic, Karel Yon.....
Portrait. Gaëlle Miroir : une militante syndicale à la croisée des
combats, *par Clémentine Comer*
7. “Bravo les filles ! La classe ouvrière a les yeux rivés sur vous !”
Des luttes de femmes en pratique et en mémoire,
par Ève Meuret-Campfort, Clémentine Comer, Bleuwenn Lechaux
et Maëlle Moalic-Minnaert.....
8. Y a-t-il une vie professionnelle après le syndicalisme ?,
par Jean-Gabriel Contamin et Séverine Misset

Portrait. Régis Vandeveld : comment un “employé modèle”
se retourne contre son patron, *par Karel Yon*

9. Par-delà la crise : dissidences et fidélités paradoxales à la CFDT,
par Sophie Bérout et Séverine Misset

II. LES GAUCHES ALTERNATIVES

10. Les gauches alternatives vues de province,
par Isabelle Sommier.....

11. Les genèses enfantines des humeurs contestataires,
par Laure Fleury, Lilian Mathieu et Mathilde Pette.....

12. Les enfants indociles de la massification scolaire,
par Tristan Haute, Lilian Mathieu et Sophie Orange.....
Portrait. Muriel à bonne école : figures féminines et bancs
de la laïque, *par Alice Picard*

13. Au carrefour des gauches alternatives : le PSU,
par Annie Collovald, Julie Pagis et Vincent Porhel

14. “Au service de la classe ouvrière” : quand les militants
s’établissent en usine, *par Laure Fleury, Julie Pagis et Karel Yon*

15. Vivre un double combat, mais à quel prix ?
Les rapports “contrariés” des femmes gauchistes au féminisme,
par Clémentine Comer et Bleuwenn Lechaux

16. Quand le je s’oppose au nous (et vice versa),
par Bleuwenn Lechaux, Isabelle Sommier

Portrait. Noëlle Sabot : rencontres improbables et ouverture
des possibles, *par Ève Meuret-Campfort, Annie Collovald*

17. Militantisme et brouillage des destins socioprofessionnels,
par Olivier Fillieule, Alice Picard et Pierre Rouxel.....

18. Déprises. Logiques du désengagement et évaluations
rétrospectives, *par Olivier Fillieule, Isabelle Sommier*

Portrait. Benoît Beaupré : des devenirs professionnels et militants
qui s’entremêlent *par Mathilde Pette*

19. Le devenir des utopies, *par Mathilde Pette, Isabelle Sommier*....

III. LES FÉMINISTES

20. Féminismes. Un mouvement mosaïque, *par Camille Masclét* ..

21. Les féministes à la conquête de l’espace,
par Lucie Bargel, Bleuwenn Lechaux et Camille Masclét.....

22. Les mobilisations pour l’avortement libre. De la convergence
des luttes à leur extension, *par Olivier Fillieule, Lydie Porée
et Lucie Ruault*.....

23. Recompositions du mouvement féministe. L’émergence
des associations de lutte contre les violences faites aux femmes,
par Marie Charvet, Olivier Fillieule et Lucia Valdivia.....
Portrait. Martine Carrère : une trajectoire de notabilisation dans une ville
socialiste, *par Marie Charvet*

24. Les espaces politiques locaux, laboratoires de
l’institutionnalisation du féminisme, *par Lucie Bargel
et Camille Masclét*

25. Le travail, lieu d’une pluralité d’engagements féministes ?,
par Clémentine Comer et Ève Meuret-Campfort.....

26. Engagement féministe et devenirs professionnels,
par Olivier Fillieule, Bleuwenn Lechaux et Ève Meuret-Campfort....
Portrait. “Le wendo, ça a été vraiment la porte ouverte à tout le reste” :
Lucienne Cloarec et le militantisme lesbien comme découverte d’une
communauté de vie politique, *par Clémentine Comer*

27. “Le privé est politique”. Des sexualités, conjugalités
et maternités féministes, *par Camille Masclét, Lydie Porée
et Lucie Bargel*.....

28. Quand l’amitié donne des “elles”. Une camaraderie militante
à la croisée des combats féministes, *par Clémentine Comer, Helen Ha
et Lucie Ruault*.....
Portrait. Simone Roux : un “long et douloureux deuil” du mouvement
des femmes, *par Lucie Bargel*

29. Rester féministe ? Reflux, transformations et maintien des
engagements, *par Camille Masclét, Helen Ha, Lucia Valdivia*

Conclusion. Portrait de famille(s), *par Olivier Fillieule*.....

Annexes.....

I. LES SYNDICALISTES

constitue un pont vers les syndicats car elles attirent à elles des membres des classes populaires en ascension sociale, étrangers au syndicalisme, comme des membres des classes moyenne ou supérieure qui rompent en partie avec leur milieu d'origine.

Ces différents modes d'entrée dans le syndicalisme rendent compte de la forme d'hégémonie que le mouvement ouvrier avait conquis au sein des mouvements sociaux et du salariat, hégémonie mise à mal par les restructurations économiques et les bouleversements politiques des années 1970-1980 qui ont entamé ses assises sociales.

5

SE POLITISER PAR LE TRAVAIL

Sophie Béroud, Florence Johsua

L'entreprise de pêche prenait d'infinies précautions dans le recrutement des hommes. Ils demandaient aux maires des villages et aux chefs locaux de la police de leur recommander des "jeunes gens modèles". Afin que tout soit irréprochable, et que rien ne vienne gripper l'engrenage, ils sélectionnaient des travailleurs dociles qui ne s'intéressaient pas aux syndicats. Mais finalement le "travail" tel qu'il était organisé à bord des bateaux-usines aboutissait au résultat inverse de celui qu'ils recherchaient. Les conditions de travail intolérables poussaient irrémédiablement les travailleurs à se rassembler – à se syndiquer. Les capitalistes, tout "irréprochables" qu'ils fussent, n'avaient malheureusement pour eux pas assez de discernement pour comprendre ce paradoxe. C'est presque comique, envisagé de ce point de vue. S'ils avaient voulu faire exprès de mettre ensemble des travailleurs non encore syndiqués et les pires soûlards pour leur donner le mode d'emploi du rassemblement, ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Kobayashi Takiji, *Le Bateau-usine*¹.

1. Kobayashi Takiji, *Le Bateau-usine* (traduit du japonais par Evelyne Lesigne-Audoly), Allia, Paris, 2017 (1929), p. 132.

Rien de tel que l'expérience même de l'exploitation pour transformer des "travailleurs dociles" en syndicalistes ? La littérature prolétarienne – ici japonaise – regorge de ces récits épiques, d'ailleurs non dénués de véracité. *Le Bateau-usine* est inspiré de faits réels survenus dans les années 1920 sur un navire de pêche sillonnant les eaux glacées de la mer d'Okhotsk : des grèves avaient éclaté en mer, conséquences des mauvais traitements subis par les jeunes marins. Si la veine propagandiste propre à ces écrits ne permet pas de comprendre les ressorts des mobilisations, se contentant de les postuler, elle rappelle à sa manière la centralité du travail et de l'expérience concrète de la domination pour rendre compte des dynamiques de l'organisation collective des travailleurs. Comment le travail peut-il devenir un vecteur de politisation ? Cette question est placée au cœur de ce chapitre qui se fonde sur les histoires de vie d'hommes et de femmes devenus syndicalistes dans les années 1968.

La révolte de Mai a ouvert une brèche dans l'ensemble des rapports d'autorité. Même ceux teintés de paternalisme, parfois arbitraires voire violents, qui s'exercent dans le monde du travail sont contestés et bouleversés. À l'instar d'autres institutions – familiale, scolaire, religieuse – le « despotisme d'usine » fait l'objet de fortes dénonciations, lesquelles prolongent et renouvellent des critiques déjà formulées au début du xx^e siècle¹. L'insubordination ouvrière contre la prégnance de ces rapports d'exploitation et de domination a souvent été saisie lors des épisodes de luttes, de grèves et d'occupations². Elle a cependant pris des formes complexes qui ne renvoient pas toutes à l'engagement. Elle a par exemple été exprimée sur le thème de la fuite dans des œuvres littéraires, comme *Le Voyage à Paimpol* de

1. Robert Linhart, *Lénine, les paysans, Taylor*, Le Seuil, Paris, 2010 (1976).

2. Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, op. cit.

Dorothée Letessier, qui relate l'exaspération d'une ouvrière assignée au travail à la chaîne à la fin des années 1970 : "J'étouffe, je vais prendre un bol d'air", écrit Maryvonne à son conjoint, lui-même ouvrier, avant de tout quitter... pour quelques jours seulement. Dans une perspective sociologique, c'est la fabrique du consentement, pour reprendre le titre de l'ouvrage séminal de Michael Burawoy¹, qui a été questionnée au travers des processus d'intériorisation, mais aussi d'incorporation de l'ordre usinier, de la division du travail qui y règne, de l'assignation à des tâches répétitives, aliénantes. Dans *L'Établi*, Robert Linhart relate combien, malgré sa volonté de mener une action politique avec les OS à la chaîne, il subit d'abord la violence physique et mentale des rapports de travail et sombre dans une forme d'épuisement qui le prive, un temps, de toute combativité².

Se confronter à la dureté des conditions de travail, à l'arbitraire de la hiérarchie, à l'absurdité de certaines tâches ne fabrique donc pas à coup sûr des syndicalistes. Pourtant, des hommes et des femmes franchissent le pas de l'engagement en raison de ce qu'ils vivent comme salarié.e.s. Il s'agit dès lors de s'intéresser à la façon dont cette expérience, à la fois pratique et subjective, est le creuset de relations sociales qui conduisent à se penser inséré au sein d'un groupe, d'un collectif, voire d'une classe. Il faut aussi comprendre comment ces perceptions alimentent des opérations intellectuelles de mises en mot, de cadrage sur ce qui se joue dans l'activité même du travail, sur les rapports de domination qui s'y exercent³. Ce processus de politisation ne se produit pas en vase clos, il opère parfois comme un

1. Michael Burawoy, *La Fabrique du consentement*, La Ville brûle, Paris, 2015 (1979).

2. Robert Linhart, *L'Établi*, Éditions de Minuit, Paris, 2000 (1978).

3. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, Paris, 1999, en particulier chap. VI ; Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Armand Colin, Paris, 2012 ; Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68...*, op. cit.

révéléateur ou un accélérateur de dispositions forgées au cours de l'enfance, dans l'univers familial, ou encore par le biais d'engagements de jeunesse. Il comporte toutefois sa propre singularité : l'expérience des rapports d'autorité, d'exploitation, de discrimination dans la sphère du travail peut être déterminante pour orienter des parcours individuels vers le militantisme. De ce point de vue, l'éclairage porté sur la sphère du travail comme un lieu d'intense socialisation, particulièrement marquant pour les individus, montre la pertinence d'une approche processuelle du militantisme qui ne s'arrête pas à la socialisation primaire et appréhende le politique de façon large.

Dans cette perspective, l'engagement syndical représente un moyen d'émancipation qui permet de trouver un sens au travail – un sens non imposé par l'employeur –, et de fonder sur d'autres ressorts la participation à cet univers social. Il sert aussi de passerelle vers d'autres espaces sociaux. Le fait d'entrer en syndicalisme est rarement appréhendé de cette façon, tant prédomine dans les travaux sociologiques le prisme de la professionnalisation des militants et de la bureaucratisation des organisations¹. Pourtant, le militantisme syndical constitue bien un espace central de politisation pour une large partie de salariés, notamment issus des classes populaires ; dimension qui est très prégnante dans les années 1960-1970 alors que le taux de syndicalisation tourne autour des 25 % de la population active².

Cette séquence particulière de socialisation politique, liée à l'expérience concrète du travail et à la façon dont elle nourrit

1. Georges Ubbiali, "Qu'est-ce qu'un professionnel du syndicalisme ?", in Dominique Labbé, Stéphane Courtois (dir.), *Regards sur la crise du syndicalisme*, L'Harmattan, Paris, 2001.

2. Cette capacité à constituer un espace de politisation pour les classes populaires perdure aujourd'hui, même si elle s'est réduite en même temps que l'ancrage social des syndicats : Julian Mischi, *Le Bourg et l'Atelier. Sociologie du combat syndical*, op. cit.

l'entrée en militantisme, mais aussi la poursuite de celui-ci dans la durée, constitue la trame de ce chapitre. Il faut préciser que nous n'avons pas toujours réussi à (bien) faire parler nos enquêté.e.s de leur activité professionnelle, même si chez certains, le souvenir de leur découverte du monde ouvrier ou de la réalité de l'hôpital, pour ne prendre que ces deux exemples, était encore bien vivace. L'appartenance à des organisations, l'accès à des mandats, ainsi que l'implication dans des luttes servent souvent de repères chronologiques dans la reconstruction d'un récit de vie, et ceux-ci ont tendance à se substituer à des propos davantage axés sur les relations de travail comme expérience intime¹. Cela renvoie aussi, de manière plus générale, à la difficulté de dire le travail manuel. Parfois, les mots butent sur l'armature du ballast, la parole vient à manquer pour faire entendre les bruits assourdissants, voir la forme d'un rivet, ou décrire les gestes à accomplir pour le poser. Les dessins, les croquis deviennent alors plus parlants. La main se tend, attrape le stylo et trace les lignes d'un cargo, du matériel utilisé, puis le récit peut reprendre : "Nous, les ouvriers, on était là, ça c'est la coque ; moi, ce jour-là j'étais à tribord." Avec ces croquis, ces témoignages, les archives, les tracts et les photographies, une mémoire vive des années 1968 se construit, qui permet d'éclairer parfois plus nettement certains aspects de ces vies ouvrières, et de la politique ouvrière² liée à l'expérience du travail.

Violence des échanges dans la sphère du travail

Tout en décrivant des entreprises et des lieux très différents, les propos de nos enquêté.e.s restituent des expériences assez similaires du point de vue de la dureté des conditions de travail et

1. Voir le chapitre 1.

2. Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 68...*, op. cit., p. 217.

de la violence de l'arbitraire patronal. Certains renvoient à un monde usinier encore très présent, parfois même au centre des villes¹, dans la France des années 1960-1970 ; d'autres à des secteurs moins en vue dans l'imaginaire militant – celui des hôpitaux par exemple – mais où des organisations tayloriennes du travail sont pourtant bien présentes.

Pour comprendre les effets que le travail a pu exercer sur leur politisation, écoutons-les parler de ce monde ouvrier. “Un choc”, “un traumatisme” : tels sont les termes qui reviennent souvent pour exprimer leur découverte du travail et des “boulots de galériens” exercés dans des conditions sanitaires et de sécurité problématiques. Âgé d'à peine dix-sept ans, Daniel Fernandez est embauché aux Chantiers et Ateliers de Provence² de Port-de-Bouc, comme manœuvre charpentier fer. Il s'agit d'une corporation particulièrement rude parce qu'elle a pour tâche de faire “ce qu'on appelle la grosse cavalerie”, fabriquer la coque du navire. Un travail difficile, exténuant et risqué : “C'est pas de l'horlogerie ! Le boulot consiste à faire monter la coque du navire, à la faire coller à cet élément fabriqué à terre [le ballast]. Alors tu en as un – c'était souvent moi – qui est à l'intérieur de ces mailles, où l'on n'y voit rien, où on est là avec la pince à souder. Et quand le copain en dessous pompe et relève la coque, et quand c'est presque prêt à toucher, alors on tape avec le marteau pour qu'il s'arrête. Il faut le casque. J'ai vu des fois glisser comme ça [un ouvrier] et heureusement que le copain avait le casque, parce qu'il s'est retrouvé groggy, le casque enfoncé jusque-là, avec un trou comme ça dans le casque... Quand ça touche, on met un point de soudure. C'est-à-dire qu'on va souder, on va mettre un point qui va arrimer. – Q : *Et tu faisais tout ça de l'intérieur ?* – De l'intérieur. Avec la fumée, avec la pince à souder, bon bref.

1. Voir le chapitre 2.

2. Spécialisés dans la construction de paquebots et de cargos.

Et dans ces mailles de filets où tu peux rester coincé comme un rat. Parce que si tu veux, c'est un des éléments qui va faire l'osature du bateau. C'était ce travail-là qu'on faisait.”

Au-delà de la dureté et de la dangerosité des conditions de travail, ces jeunes à peine sortis de l'école découvrent un véritable ordre usinier ; un ordre auquel ils doivent se conformer, conçu pour les faire plier. Il ne repose pas seulement sur des tâches à accomplir et des horaires à respecter. L'usine, lieu clos, surveillé, encadré, est aussi un espace d'humiliation, dans lequel les travailleurs font l'expérience d'une dégradation, vécue comme une atteinte à leur intégrité physique (saleté, manque d'hygiène...). Frédéric Lucien, dès seize ans, intègre un centre d'apprentissage SNCF, où il prépare un CAP d'électricien. La deuxième année de formation se déroule à Oullins, à côté de Lyon : “Oullins-Machines, c'était un immense atelier, je sais pas combien de milliers de salariés il y avait là-dedans. Il y avait deux gros bastions, Oullins-Machines et Oullins-Voitures. À Oullins-Voitures, ils réparaient des voitures et des wagons ; de l'autre côté, c'était les machines. Moi je suis rentré là-dedans, je serais rentré en prison, ça aurait été pareil. Il y avait des grandes enceintes avec des fils barbelés. [...] À Oullins, on avait des gardes, c'était vraiment avec des gardes-chiourmes. Et ça m'avait, comment dire, il y avait une espèce de moutonage. Ce que je ne pouvais pas supporter – c'est un exemple –, c'est que les travaux étaient salissants : on avait les mains sales, on était sales. Des fois, selon les travaux, il fallait prendre une douche avant de se changer. On avait le droit, si on pleurnichait un peu, à un bon de douche ! Sinon il fallait attendre que ça sonne pour aller se laver les mains...”

Ce récit rappelle une autre scène, immortalisée par Hervé Le Roux dans son beau documentaire, *Reprise*. On y voit une femme vent debout, à la porte de l'usine de piles Wonder alors que vient d'être votée la reprise du travail en juin 1968. Elle crie. Elle hurle que non, elle n'y retournera plus dans cette taule,

refusant de subir à nouveau des conditions de travail déplorables, et la salissure. Les ouvrières, bien sûr, ne sont pas épargnées et Mathilde Bozon, âgée de quatre-vingt-douze ans au moment de l'entretien, se remémore parfaitement la dureté du travail à l'usine de conserves de poissons et de salaison Volpati de Martigues. L'entreprise emploie au début des années 1960 vingt-sept personnes, dont vingt et une ouvrières. L'absence de mécanisation accroît la pénibilité des tâches, et les journées sont longues : de 7 h 30 à 16 h 30¹. Mathilde y entre en 1960, après avoir occupé plusieurs autres emplois. Elle a alors trente-six ans : « On n'avait pas de chauffage, pas de blouses, pas de gants. On descendait avec des seaux le matin, et on puisait les poissons dans les barriques. Il fallait monter ces seaux de dix kilos au premier étage. On avait les anchois, on en faisait des gros tas devant nous, ensuite on remplissait des verres, des chopes, des bocaux qu'on capsulait, lavait, étiquetait et qu'on emballait ; tout ça à la main. Pas de vestiaires fermés, pas de toilettes séparées des hommes, des sièges inconfortables et la main de fer de M. Volpati. « Vous là-bas ! », quand il nous appelait, il nous disait « Vous là-bas ! ». On était toutes le nez dans nos bocaux, tu sais. On ne levait pas la tête parce qu'on savait qu'il voulait nous faire transporter quelque chose. »

Dans ce monde usinier s'exerce, de plus, l'arbitraire patronal. Chez Volpati, Mathilde Bozon se souvient qu'un jour, une ouvrière a eu une mise à pied parce qu'elle avait mal fermé un robinet de vinaigre. Le patron faisait pleuvoir les sanctions à l'encontre d'ouvrières qui ne disposaient, alors, d'aucune structure collective pour défendre leurs droits et conditions de travail. Dans le parcours de politisation de Frédéric Lucien, embauché

1. Mathilde Bozon* (son nom a été modifié) et Jean-Claude Lahaxe, « La lutte à l'entreprise Volpati de Martigues. Témoignage de Mathilde Bozon », *Bulletin Promemo*, numéro spécial, 2006, p. 28.

à la SNCF d'abord à Oullins près de Lyon, puis à Marseille, ces humiliations infligées par la maîtrise aux ouvriers ont joué un rôle déterminant. Cinquante ans plus tard, les souvenirs sont tenaces : « Les chefs d'équipe, leur surnom c'était les cabots. C'était vraiment ça, c'était une hiérarchie très militarisée, un commandement. [...] Il y avait des ouvriers qui allaient se laver les mains en cachette. Le chef d'atelier les voyait, il leur faisait porter une pièce pour qu'ils se resalissent les mains, pour les punir. Ça, pour moi, c'était... je n'ai pas pu. Et surtout que les gens acceptent ça. Mais ce n'est pas possible, mais ce n'est pas possible. Au moins, aie la dignité de ne pas aller te laver les mains avant, t'es pas à cinq minutes. Tu ne vas pas aller t'abaisser pour aller te cacher, te laver les mains. Ça c'est un truc ça m'a... » Surtout, un monde usinier où, dans nombre de petites et moyennes entreprises, il n'y a « rien, rien », « pas de syndicat » pour défendre les ouvriers et ouvrières. Et partout, les accidents du travail, parfois mortels, font partie du quotidien. Daniel Fernandez, au chantier naval de Port-de-Bouc, a été témoin de ce genre de drames. Un jour, dans un navire, alors qu'il posait des goussets à l'extérieur, à tribord, trois hommes perdirent la vie dans une cuve à eau douce : « Tout se passait dans un endroit confiné. On y rentrait par un trou d'homme en bas, parce qu'il ne fallait pas trop de trous, c'était source de fuites. [...] Il y avait des soudeurs. Une goutte de soudure a percé le tuyau d'acétylène. Parce que quand on veut découper, on allume le chalumeau, il y a l'acétylène qui sort en faisant de la fumée et après on balance l'oxygène et, à ce moment-là, il y a une flamme qui sort et là on découpe. Et ils se sont retrouvés coincés là. Il y a eu trois morts, trois brûlés ; dont un copain à moi, qui était le frère d'un bon copain. Ça marque. »

L'univers des chantiers ou des usines est particulièrement marqué par la dureté des relations hiérarchiques et des conditions de travail. D'autres milieux professionnels, y compris ceux relevant

des services publics, produisent aussi des expériences très négatives, à l'origine d'indignations morales. Simone Girin vient d'un milieu bourgeois et catholique, son père était directeur d'une petite usine de soierie dans l'Ouest lyonnais. Elle effectue toute sa scolarité dans des établissements religieux. Davantage passionnée par la musique que par ses études réalisées dans un pensionnat très rigoureux, elle échoue aux épreuves du baccalauréat. Ses parents décident de l'orienter vers le métier de secrétaire, mais elle parvient au bout de quelques années à leur dire qu'elle veut devenir infirmière. Elle y parvient à la fin des années 1950, en espérant travailler dans des services de chirurgie où la technicité du métier est réputée plus élevée que dans d'autres services. Au sein d'un des plus grands hôpitaux publics à Lyon, sa découverte des relations hiérarchiques entre professeurs de médecine, internes et infirmières – dont une majorité sont encore des religieuses –, et du traitement réservé aux malades, la conduit à développer une première forme de critique : “En plus de ça, on avait un patron, le professeur D., qui était odieux également avec les malades ! Pour te donner une petite idée, il y avait la visite, avec tous les externes, les étudiants en médecine qui lui portaient sa chaise, une chaise qui était haute comme ça... Alors il y avait des salles communes, il y avait cinquante-deux malades dans mon service. Et là, dans la salle commune, on lui portait sa chaise, et alors tu m'entends, il faisait... Il fallait qu'on enlève les chemises des malades quand le professeur allait venir [...] C'était un service de femmes bien sûr... Il y avait la salle commune de femmes et la salle commune d'hommes, bien sûr, ce n'était pas mélangé. Et c'était odieux ces femmes qui étaient à poil devant tous ces étudiants et des hommes, enfin c'était..., ouh, c'était l'horreur ! Bon j'ai un très mauvais souvenir de ce..., de ce temps-là.” La critique avancée par Simone est bien sûr à comprendre au regard de sa socialisation catholique, à ce qu'elle présente comme un attachement à des valeurs humanistes, mais

aussi à sa condition sociale de femme et de jeune infirmière. Ces valeurs et la conviction, forgée au cours de ses premiers mois d'activité professionnelle, que l'organisation du travail et la relation aux malades ne conviennent pas, la conduisent à participer au groupe lyonnais de l'Action catholique des milieux sanitaires et sociaux (ACMSS), puis à adhérer à la CFTC. Or, cet engagement alimente peu à peu chez elle une vision différente de ce qu'il est possible de faire de façon collective sur le lieu de travail, d'autant plus que les réunions de l'ACMSS sont l'occasion de retours réflexifs : “J'ai encore mes carnets où on écrivait un petit peu et on faisait des analyses de situation. Je crois que ça m'a vraiment préparée au monde, à m'ouvrir au monde du travail si tu veux, comment dirais-je... Même si j'avais un travail qui n'était pas le même, et je dis bien *pas le même* que celui des dames de service comme on disait, eh bien c'était du travail, on travaillait chacune avec une mission différente, mais il n'y avait pas de hiérarchie... Je crois que c'est cette action catholique qui m'a appris à savoir respecter l'autre, le travail de l'autre, il n'y a pas des supérieurs... D'ailleurs, ça m'a amené à l'autogestion, ça aussi !” Le fait de prendre confiance en elle et de s'investir dans son travail la rend réceptive à la situation des autres catégories socioprofessionnelles présentes à l'hôpital et en particulier à celle des postes subalternes dans l'ordre hospitalier. Cette attention la conduit à questionner les rapports hiérarchiques très codifiés qui structurent les relations entre les médecins, les infirmières, les aides-soignantes et les personnels d'entretien. Le processus de politisation par le travail, chez Simone, est aussi indissociable des relations amicales qu'elle noue au sein de ce groupe affinitaire et de sa connaissance concrète de son activité professionnelle qui s'enrichit au fil des mois.

Au bout de trois ans, elle passe un concours qui lui permet d'accéder au poste de cadre infirmier et se trouve mutée, en dehors de Lyon, dans une maison de soins pour enfants en bas

âge. Elle y est choquée par les traitements réservés aux enfants qui renvoient autant, en ce début des années 1960, au statut accordé à ces derniers dans la société qu'à des consignes hiérarchiques, à un manque de qualification des personnels et à l'organisation du travail. Il devient clair, pour Simone, qu'elle ne peut pas s'investir dans ses tâches dans de telles conditions. "Et alors là, ah non, indescriptible comme inorganisation ! Les gamins, quand elles [les femmes de service] arrivaient le matin, elles les faisaient manger à trois, quatre dans le box et tchac, tchac, elles enfournaient... Le gamin, je ne sais pas comment... Ensuite, une fois que le gamin était langé, préparé, lavé, on le mettait sur le pot, avec un gobelet où c'était tout mixé." Elle endosse peu à peu ses nouvelles responsabilités, portée par la conviction que l'on peut procéder autrement, aussi bien pour les enfants que pour les personnels, et sortir d'une situation où le travail et les services sont dégradés. Cet engagement professionnel, qu'elle décrit dans un registre éthique, se double d'une intense activité sur le plan syndical. Elle convainc l'Union départementale CFTC de l'aider à monter une section dans l'établissement et s'appuie sur les quelques ouvriers masculins, personnels techniques absents d'une section FO animée presque exclusivement par les aides-soignantes. Sa posture de cadre et les nombreux changements qu'elle introduit en peu de temps suscitent toutefois d'importants remous au sein d'une partie du personnel. Elle apprend qu'une pétition a été rédigée contre elle – la démarche étant aussi motivée par des concurrences syndicales. Simone décide alors de demander sa mutation à Lyon.

Cet épisode douloureux de sa vie est intéressant pour les tensions qu'il révèle : tensions entre personnels, mais aussi dans les façons de concevoir les soins à donner aux enfants, ou encore du point de vue de l'organisation même des services. Bien qu'elle soit déstabilisée par cette expérience, Simone conserve la conviction qu'il est possible de penser autrement les soins et la place

des malades. Sa conception de ce que devrait être le travail d'une infirmière, des relations entre les personnels à l'hôpital et des droits des malades nourrit son engagement et contribue à ce que l'activité syndicale occupe dans sa vie une place centrale. Quelques années plus tard, alors qu'elle travaille de nouveau dans un grand hôpital public de Lyon, elle accepte de s'investir au sein du syndicat départemental de la santé et de prendre en charge des sessions de formation. Encore pratiquante, Simone est favorable à la déconfessionnalisation de la CFTC en 1964. Après avoir participé aux grèves de mai-juin 1968, elle est en accord avec les évolutions politiques de la CFDT et partage l'idéal du socialisme autogestionnaire. Proche du PSU, elle n'y adhère pas, et prend peu à peu ses distances avec la religion.

Ainsi l'expérience du travail, quand elle confronte directement à la violence matérielle, mais aussi symbolique, des conditions d'exercice du métier et aux différentes formes de domination, apparaît centrale pour comprendre les processus de politisation qui s'opèrent et contribuent à infléchir les parcours personnels.

“Nous ne voulons pas ne garder que les arêtes !”

La politisation par l'engagement syndical renvoie à une double dimension. La première est le fait de prendre en charge, avec d'autres collègues de travail, une défense au quotidien face aux supérieurs hiérarchiques et à la direction, orientée le plus souvent vers des revendications très matérielles. La seconde est davantage liée aux effets de l'intégration dans l'univers organisationnel des syndicats, en termes de connaissances, de façons d'analyser différents problèmes, de la proximité avec l'univers politique¹. Ces deux processus s'entremêlent et sont loin d'être linéaires, même

1. Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, op. cit., p. 14-28.

si le fait d'oser revendiquer sur son lieu de travail constitue une première étape importante, souvent éprouvante. En raison de leur socialisation familiale, de leurs expériences d'engagement antérieures, en particulier dans des organisations de jeunesse, ou de leur niveau de scolarité, les enquêtés.e.s ont développé des dispositions qui les préparent plus ou moins à traduire leur sentiment d'indignation morale en action. Pour autant, même en possédant un bagage politique, le fait d'être confronté à la violence des rapports d'exploitation dans la sphère du travail constitue un choc en tant que tel.

C'est le cas pour Fadela Martelli, fille d'immigrés algériens installés à Lyon à la fin des années 1940. Son père occupe différents postes d'exécution au sein de la compagnie de transports urbains de la ville ; il est adhérent à la CGT, sympathisant communiste, mais ne consacre pas beaucoup de temps à une activité militante. Née en 1953, Fadela grandit dans un quartier ouvrier, dans le 8^e arrondissement, où des usines sont implantées à chaque coin de rue. Dès le collège, plusieurs de ses amies partent travailler dans la production agroalimentaire. Fadela, elle, poursuit sa scolarité, réussit son baccalauréat et commence des études de droit. qu'elle arrête cependant en première année. Elle se sent en fort décalage avec les étudiants qu'elle côtoie à l'université Lyon-3 et ne comprend pas non plus toutes les attentes de l'institution universitaire : elle arrête en première année. De plus, elle se marie et, à tout juste vingt ans, attend son premier enfant. Cette nouvelle situation, associée à des difficultés financières (son conjoint occupe un poste d'OS), la décide à "aller à l'usine", destin auquel elle pensait pourtant échapper.

Au milieu des années 1970, les embauches continuent à être assez faciles. Après une période d'intérim, elle intègre l'usine Vidéocolor qui produit des tubes cathodiques. Elle y découvre une division du travail à la fois genrée et racialisée. La direction de l'établissement recrute pour l'essentiel une main-d'œuvre

féminine assignée, en tant qu'OP, à des tâches minutieuses en "salles blanches" et une main-d'œuvre masculine immigrée, embauchée en tant qu'OS et cantonnée au travail de production des tubes à la chaîne, dans des conditions de bruit et de saleté "insupportables". Elle se retrouve dans une situation complexe, relativement protégée par rapport aux ouvriers, tout en sachant qu'il n'y a aucune perspective de carrière, même pour des personnes avec son niveau d'étude. Le fait d'endosser son statut social d'ouvrière se traduit chez Fadela par un engagement syndical immédiat, d'une certaine façon par fidélité aux choix de son père, à la CGT. Cette adhésion est facilitée par la présence de cinq organisations dans l'usine Vidéocolor, qui constitue un des hauts lieux de la conflictualité sociale à Lyon dans les années 1970.

Elle découvre néanmoins que la section CGT qu'elle rejoint peine à s'implanter auprès des OS et se cantonne à un travail de représentation assez réduit au sein du comité d'entreprise. Ce sont les militants de la CFTC qui, en s'appuyant sur l'image d'un "syndicat des croyants", mène des actions auprès des travailleurs immigrés dans les ateliers de production. Fadela s'attache à remonter une section CGT combative, avec des collègues ouvrières qu'elle connaît depuis l'enfance. Elle n'envisage à aucun moment de rejoindre la CFTC – par conviction laïque – ni la CFDT, dans la mesure où elle perçoit que les "filles qui avaient cet engagement, c'était plutôt : « Je vais prendre un mandat parce que c'est intéressant soit d'aller au CE, d'avoir des heures »". Pour sa part, Fadela cherche à contester l'autoritarisme qui règne chez Vidéocolor et ce qu'elle dénonce comme une aliénation au travail. Elle rejoint aussi la cellule du PCF, active dans l'usine, où elle retrouve le même cercle de militant.e.s. Elle ne s'engage cependant pas en dehors de l'usine, ni au niveau interprofessionnel pour la CGT, ni dans son quartier. Son terrain d'action est d'abord et avant tout le lieu de travail, les conquêtes pas à

pas pour améliorer le sort des OS face à une direction hautaine et méprisante.

Le parcours de Mathilde Bozon, née en 1924, présente certaines similitudes avec celui de Fadela, dans la mesure où il permet de comprendre comment ce processus de politisation se joue au travers d'un engagement syndical au plus près du terrain, dans la défense au quotidien des collègues de travail. Mathilde n'est pas issue d'une famille de militants, ni même politisée. Son père est ingénieur des mines et décède jeune (Mathilde n'a alors que deux ans). Sa mère, sans emploi, se réfugie avec ses cinq enfants chez ses parents. Le grand-père, employé de bureau aux chemins de fer, fait vivre la famille. Mathilde ne fréquente pas le monde ouvrier dans sa jeunesse. Elle grandit dans un quartier plutôt huppé de Marseille, le Prado. Mais elle n'appartient pas non plus à la bourgeoisie. Elle quitte le lycée sans avoir passé le baccalauréat, en classe de première, et entre dans une école d'enseignements ménagers. À vingt ans, elle obtient son diplôme et va travailler pour la Caisse d'assurance familiale comme monitrice dans les quartiers nord de Marseille. Son emploi consiste à donner quelques rudiments d'enseignements ménagers à domicile. Or, en partant à la rencontre des familles de la Cabucelle, elle découvre le monde ouvrier : "Ce travail dans les quartiers nord de la Cabucelle de Saint-Louis [...] m'a fait rencontrer les injustices qu'ils subissaient. Et [ça] m'a orientée vers le mouvement syndical pour contrer ces injustices. [Cet emploi] m'a donné envie d'aller travailler dans une usine, dans une entreprise pour justement combattre les injustices que je voyais, que subissaient les hommes chez qui je travaillais [...]"

– Q : *Et c'était quel genre d'injustices ?* – Par rapport aux conditions de travail principalement, par rapport au salaire, par rapport à l'hygiène et à la sécurité dans le travail. J'ai eu un lien avec eux donc ça m'a donné envie... – Q : *Ils étaient dans ces entreprises, dans toutes ces entreprises qui ont fermé ?* – Il y avait

des entreprises de pétrole, là-bas à la Cabucelle. Qu'est-ce qu'il y avait comme entreprise ? Les sucreries Saint-Louis. [...] Et j'ai rencontré des gens, dans ce quartier de la Cabucelle, Saint-Louis, il y avait des grèves, il y avait des manifestations." Cette première rencontre avec le monde ouvrier est déterminante dans la suite de son parcours. Elle est profondément marquée par les conditions de vie et de travail des familles où elle intervient, dans ces quartiers nord de Marseille où nombre d'entreprises sont en difficulté et commencent à fermer, non sans résistance de la part des ouvriers. Les grèves sont nombreuses, la conflictualité élevée. Mathilde décide de changer de métier et part travailler dans une fabrique où elle expérimente pour la première fois par elle-même la dureté des conditions de travail : "Je me rappelle la première usine, c'était une usine de sacs. On portait les sacs sur la tête ! On avait, mon Dieu, un boulot..." L'entreprise fait bientôt faillite mais l'ouvre à un nouveau milieu militant : celui de l'Action catholique ouvrière (ACO), où elle fait la connaissance de prêtres-ouvriers. Alors que sa mère décède en 1956, Mathilde quitte la Cabucelle pour rejoindre Port-de-Bouc et s'y installe avec des amies de l'ACO. Là, elles fondent une association d'aides-ménagères : "C'est par l'intermédiaire des prêtres-ouvriers qu'on est allé à Port-de-Bouc et qu'on a fait cette [association]. Mais comment te dire, c'était quelque chose de laïc. Ce n'était pas dans l'église, c'était dans le travail. [...] C'était une vie en communauté. – Q : *Vous aviez pris un logement pour tous et toutes ?* – La mairie nous avait donné un logement parce qu'on était une association d'aides-ménagères. Alors, là, on faisait vraiment de l'aide-ménagère, on prenait en charge les enfants, les parents, la mère, la maman. J'aimais beaucoup ce travail. – Q : *À Port-de-Bouc ? C'était encore un milieu ouvrier alors ?* – Le monde ouvrier, je ne l'ai plus quitté." Elle ressent toutefois les limites de sa capacité d'action, parce qu'"aide-ménagère, tu vas seule dans des familles ; tandis qu'à l'usine, tu es en collectivité,

tu revendiques pour l'usine". Cette réflexion explique son arrivée à Martigues et son embauche à Volpati en 1960. Mathilde rejoint les vingt ouvrières de l'usine avec l'envie d'en découdre¹. Très vite, elle joue un rôle de meneuse qui conduira à la mise en place d'une section syndicale en 1963. Il faut s'imaginer ce que pouvait être la situation des ouvrières dans une petite entreprise au mode de domination paternaliste, sans syndicat, sans rien d'autre pour faire loi que la surveillance tatillonne du patron, ses refus systématiques de toute amélioration des conditions de travail, la subordination consentie à contrecœur parce qu'il faut bien ramener un salaire à la maison, et encore, les ordres, les réprimandes injustes. Comme l'a si bien exprimé Robert Linhart à propos de son expérience d'OS 2 chez Citroën : "Rien à répondre. La brusque montée de haine que provoque l'arbitraire, la bêtise arrogante, sûre d'elle. J'avais un peu oublié. Ça fait du bien, en un sens, ces petites injustices inattendues qui claquent absurdement sans prévenir. La combativité se réveille. On serre les dents, on attend la revanche²." À l'usine Volpati, la colère grondait depuis longtemps. L'arrivée de Mathilde va renforcer le collectif. D'une certaine manière, elle transpose dans cet emploi le rôle incorporé dans son précédent métier, elle est à l'écoute, elle sait orienter, prendre en charge. Alors à la suite d'une énième mise à pied arbitraire de l'une des ouvrières, la contestation prend forme : "Un jour, il y en a une qui m'a dit, Mathilde, il ne faut pas qu'on reste comme ça. Il faut qu'on fasse une section syndicale. [...] Je les ai mises en contact avec la Maison des syndicats, du travail, et on a écrit au patron. Là, ce jour-là, j'ai compris qu'il avait reçu la lettre. Parce que c'est le syndicat qui écrit à l'employeur en disant « Mme Unetelle est déléguée syndicale ». [...] Et le jour qu'il a reçu la lettre, [...]"

1. L'entreprise emploie alors vingt-sept personnes.

2. Robert Linhart, *L'Établi*, op. cit., p. 138.

j'étais devant mes bouches là. Je l'ai vu en train de me regarder. J'ai dit ça, [le patron] me surveille, c'est qu'il a reçu le courrier. Et en effet. Après, on s'est organisé, et on a fait un tas de choses."

Avec d'autres ouvrières investies dans la section CFTC, puis CFDT, l'action va constamment porter sur la revendication d'une amélioration des conditions de travail et de propreté de l'usine. "Dès octobre 1963, les déléguées fraîchement élues, réclament l'application de la convention collective nationale de la conserve dans l'établissement, engageant ainsi une lutte qui va durer plusieurs années. [...] En septembre 1966, un protocole d'accord paritaire d'entreprise est enfin signé. Il porte sur les salaires, les classifications, le rendement, les primes de rendement, d'ancienneté et de fin d'année. [...] Les déléguées imposent à plusieurs reprises l'attribution de blouses, de bleus pour le personnel masculin, de gants pour les enflaconneuses. Le 6 mars 1968, le principe de la mise à disposition de chaque ouvrière d'un siège adapté est admis¹."

Au-delà, ces syndicalistes à Volpati réalisent un véritable travail de mobilisation, en cherchant à développer chez leurs camarades le sentiment de faire partie d'un groupe ouvrier ayant des intérêts communs, opposés à ceux du patron : "On a appris, si tu veux, la dignité un peu. C'était mon but. Il y en a une qui me dit un jour : « Le patron me fait manger », je lui aurais sauté dessus ! Je lui ai dit : « Le patron te fait manger, mais toi, tu participes à ce que l'usine vive aussi. » Elles se sont ouvertes au syndicalisme, aux revendications, [à l'idée] qu'on n'acceptait pas tout du patron."

1. Mathilde Bozon* et Jean-Claude Lahaxe, "La lutte à l'entreprise Volpati de Martigues...", *art. cit.*, p. 29 et 30.



Source : Tract syndical de la section CFDT de l'usine Volpati de Martigues (non daté).

Face à la brutalité de l'ordre usinier auquel ils et elles se confrontent dès leurs premiers pas dans le monde du travail, cette volonté de lutter pour la dignité des travailleurs se retrouve dans tous les récits. Comme le souligne Daniel Fernandez, la dégradation extrême des conditions de travail et les risques qu'elle fait peser sur la vie même des ouvriers, « ça marque une population, ça marque l'âpreté, la dangerosité du travail. On paie des mauvaises conditions de travail, c'est évident, et les risques dus au métier ». Mais ce sont aussi les usages genrés et racisés de la main-d'œuvre par les directions d'entreprise, la façon dont ces rapports de domination sont renforcés par la division du travail, qui font de l'engagement syndical une nécessité pour « tenir ».

Un autre point commun est repérable au travers des récits de vie de ces syndicalistes. Leurs parcours révèlent souvent des expériences précoces de petits ou de grands déplacements dans l'espace

social : tantôt issu d'un milieu modeste mais vivant dans des quartiers huppés, tantôt en apprentissage dans une cité ouvrière, mais fréquentant des milieux alternatifs, rock'n'roll, avec des copains homosexuels évoluant dans un cadre contre-culture rarement partagé par les camarades de formation... Or « l'expérience de la mobilité sociale peut contribuer à reconfigurer la perception qu'ont les individus du monde en dévoilant, à travers ces frottements, les assignations qui segmentent et hiérarchisent le corps social en un ensemble de catégories héritées, incorporées et, partant, ordinairement invisibilisées pour ceux et celles qui en font l'objet. C'est pourquoi ces désajustements sont de nature à révéler l'arbitraire du monde social et de ses classements, les logiques de domination qui les sous-tendent, contribuant à favoriser « des fractures subjectives avec ce qui va de soi » – processus que [nous désignons] par le terme politisation¹ ». Ces décalages dans les trajectoires sociales de ces syndicalistes semblent avoir participé d'un tel processus de politisation, en contribuant à transformer leurs représentations du monde social.

Déployer le champ des possibles

Afin de mieux appréhender les processus de subjectivation à l'œuvre, nous aurons recours au microscope² en focalisant l'analyse sur un cas. Nous pensons effectivement qu'« à y regarder de plus près, on peut penser voir « mieux » et peut-être plus. Ce « plus » peut par exemple renvoyer aux processus et aux liaisons qui vont donner cohérence à des systèmes de valeurs, et à des

1. Florence Johsua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, La Découverte, Paris, 2015, p. 87.

2. Frédéric Sawicki, « Les politistes et le microscope », in *CURAPP, Les Méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, PUF, Paris, 2000.

comportements partagés et mesurés en tant que tels, mais portés en dernière instance par des individus¹”. Le récit de vie de Frédéric Lucien nous permettra ainsi d’éclairer sa trajectoire d’engagement à la lumière de ses dispositions, tout en mettant en lumière le rôle du travail dans les processus de sa politisation.

Déployer, c’est par ce verbe signifiant pêle-mêle l’action de déplier, d’élargir, d’étendre, désignant en somme un épanouissement des possibles, que Frédéric Lucien évoque les conséquences biographiques de son engagement syndical. Frédéric est né en 1947 dans les Ardennes, à Mohon, une cité ouvrière entièrement organisée autour de l’activité ferroviaire de la SNCF. Il grandit au milieu des fumées des machines à vapeur, dans un monde ouvrier alors soutenu par deux piliers : le Parti communiste et la paroisse. “C’est le cadre dans lequel j’ai vécu mon enfance. Il m’est arrivé des choses anecdotiques mais qui sont quand même caractéristiques. Je faisais partie d’un truc de musique, ça s’appelait La Fraternelle. Et l’autre fanfare, c’était La Prolétarienne. Pour la gymnastique, par contre, je me rappelle qu’on allait chez le curé. C’était le truc paroissial, La Jeune garde [rires]. On était là-dedans.”

La vallée de la Meuse, dans les années 1950, est encore une zone d’activité industrielle importante. À Mohon, on est à la SNCF de père en fils. Le père de Frédéric est ouvrier au dépôt. Il considérait cependant que s’il y avait eu un peu de justice, il aurait pu lui aussi devenir footballeur, comme son camarade d’enfance Roger Marche, défenseur gauche réputé du Football Club mohonnais sélectionné à plusieurs reprises en équipe de France. Il restera pourtant mécanicien jusqu’à sa retraite. Son épouse souhaitant se rapprocher du sud de la France, qu’elle avait connu enfant durant la guerre, il demande une mutation et en 1963, la

1. Florence Haegel, Marie-Claire Lavabre, *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Presses de Sciences-po, Paris, 2010, p. 81.

famille Lucien déménage. Pour Frédéric, ce changement de ville est compliqué : “Quand j’arrive à Bourg-en-Bresse, j’arrive avec ce bagage culturel : le charbon, le foot et la fumée ; c’était tout noir dans les Ardennes. Je ne me suis pas trop bien adapté.” En 1963, sa classe de troisième se passe mal et la question de sa réorientation est vite réglée, ce sera le centre des apprentis de la SNCF à Chambéry : “Ça ne me plaît pas du tout. L’idée [à l’époque], ce serait quand même, si je pouvais faire autre chose... mais bon. Finalement c’est un peu la routine. – *Q : vous avez exprimé à vos parents ce souhait de faire autre chose ?* – Pas vraiment. Pour mon père, il ne pouvait y avoir qu’un travail manuel et productif. Tout ce qui était commercial, des machins comme ça, c’était des parasites. Le commercial, il est là pour vendre, il n’est pas là pour travailler. Et un métier, c’est travailler.” Frédéric entre en apprentissage et prépare un CAP d’électricien. Ces trois années sont difficiles. Il a du mal à s’adapter à ce nouveau cadre, d’autant qu’ayant poussé les études jusqu’en classe de troisième, il fait “presque figure d’intellectuel” vis-à-vis de ses camarades qui n’ont que le certificat d’études. Cet épisode constitue son tout premier contact – frappant – avec le travail : “Je l’ai encore en tête, c’est un truc qui m’a marqué à vie le jour où on est arrivé dans ce centre d’apprentis. J’ai passé un CAP d’électricien parce que je faisais partie de l’élite, on ne faisait pas trop de fautes et puis on était bons en maths. Ils sélectionnaient un petit noyau qui faisait un CAP d’électricien. Les autres faisaient ajusteurs. La première année, on faisait tous une année de mécanique-ajustage. Ils nous ont classés par ordre de taille. J’étais déjà grand à l’époque. Avec un étau comme on ne voit plus aujourd’hui – c’était un étau qui faisait au moins trente kilos qui était attaché sur un établi –, on nous a filé un marteau et un burin. On a tapé sur une pièce métallique pendant une journée, ou une demi-journée je me rappelle plus, mais enfin, pour moi, ça a été un enfer absolu.” Plusieurs particularités du parcours de Frédéric font qu’il ne se sent pas adapté

à ce cadre d'apprentissage. Les dispositions qu'il a développées dans son enfance, ses centres d'intérêt, sont plutôt désajustées par rapport à ce devenir social tout tracé. La lecture occupe une grande place dans sa vie. Depuis tout petit, Frédéric a pris l'habitude d'aller à la bibliothèque et il devient un grand lecteur : de la littérature romanesque contemporaine, des classiques, André Gide, Henri Troyat, *Vipère au poing* d'Hervé Bazin restent gravés dans sa mémoire. À l'époque de son apprentissage, explique-t-il, "je lisais toute la collection de poche. J'adorais ça. [...] De ce point de vue, j'étais déjà décalé. Les autres, ça ne leur serait pas venu à l'idée d'ouvrir un bouquin".

À ces souvenirs de jeune lecteur s'ajoutent ceux des sorties familiales pour aller au cinéclub de Mohon : "C'était la séance de cinéma le dimanche soir. Il y avait deux ou trois cinémas dans cette ville. Enfin dans cette ville... dans le village ! Et régulièrement, le dimanche à 17 heures, c'était le cinéma, avec tous les films classiques. – Q : *C'était quoi ces films, vous avez des souvenirs ?* – Oui bien sûr. Tous les grands westerns, les acteurs américains, beaucoup les italiens – parce que ma mère adorait ce qui était un peu italien. Je pense qu'on les faisait à peu près tous, les films qui sortaient. – Q : *Avec vos parents ?* – Oui, au moins avec ma mère parce que mon père travaillait assez souvent le dimanche. Mais le cinéma [...] c'était quand même quelque chose qui revenait souvent. Je crois que le cinéma s'appelait L'Eden d'ailleurs." Durant l'enfance et l'adolescence, Frédéric a développé des dispositions qui s'accommodent mal de l'ordre usinier, de la dureté de ses conditions de travail et de l'autoritarisme de chefs n'hésitant pas à recourir aux humiliations et aux brimades pour faire entrer dans le rang les jeunes ouvriers. Outre son goût pour la littérature et le cinéma, sa rencontre avec l'univers de la voile, au centre UCPA des îles de Glénan (le comité d'entreprise de la SNCF finance un séjour chaque été), constitue aussi une découverte fondamentale : "Je me disais, quand même, il n'y a pas que

notre monde. Il y a autre chose." À ce moment-là, le champ des possibles ne s'est pas encore ouvert, mais il se devine, se perçoit. Avec ce sentiment qu'il y a *autre chose* croît aussi chez Frédéric le désir d'être autre chose que ce à quoi il semble cantonné. Dans le centre d'apprentissage de Chambéry, il développe différentes formes de contestation. Il porte les cheveux longs, "ce qui paraissait absolument une aberration au centre", et tout cela "uniquement pour enquiquiner le monde". Cependant, la contestation individuelle d'une "hiérarchie très militarisée" a des limites et finalement, c'est une stratégie d'*exit* qu'il choisit : "Je n'ai pas accepté, pas supporté. Donc du coup j'ai fait six mois, mais je n'ai pas pu, je n'ai pas pu. Du coup, je me suis fait virer au bout de six mois. Je suis retourné à l'atelier. Mais comme j'avais atteint l'âge, je suis parti. D'Oullins, je suis parti directement à l'armée." Frédéric Lucien part faire son service militaire : "Le 2 mai 1968 je suis parti. Faut le faire ! Quand je suis parti à l'armée en mai 68, je suis arrivé avec les cheveux sur les épaules et avec tout ce qu'on avait dans la tronche. 68 je l'avais fait avant. Je l'avais fait dans les deux années précédentes, on avait déjà pas mal brassé de trucs." Peu après son retour de l'armée, en 1970, il devient conducteur de train et se syndique dans la foulée. Pour lui, c'est la CFDT : "Ah ben [pour moi, la CFDT], c'était le changement. C'était l'outil du changement, enfin ce n'était peut-être pas aussi élaboré que ça. Mais c'était vraiment un outil pour changer. En particulier, un peu plus tard, j'avais un document qui m'a servi de référence et que j'ai ressorti durant de nombreuses années, c'était « La CFDT : Nous vivrons ce que nous changerons. » Et donc, c'était quand même cette base pour moi, [...] c'est-à-dire la fin est dans les moyens. Alors que les autres c'était on peut faire n'importe quoi, la fin justifie les moyens. Pour moi, c'était vraiment l'axe de partage central."

En 1971, Frédéric passe agent de maîtrise, avant de rejoindre un poste de commandement SNCF, gare Saint-Charles à Marseille,

en 1974. Il s'est rapproché de la CFDT à Paris, dès son retour au travail, et arrive à Marseille avec une "bannière syndicale" dont il se serait bien passé : un blâme pour avoir collé une affiche de soutien à François Mitterrand dans une salle du poste de commandement parisien. On s'adresse rapidement à lui pour qu'il aide à renforcer la CFDT, alors peu implantée à la SNCF, principalement au niveau de l'encadrement et de la maîtrise. Par la suite, l'histoire de son engagement syndical est celle de la construction lente de cette implantation et de la création d'une fédération générale des transports et équipements. Il n'est sans doute pas anodin qu'à la SNCF, où l'hégémonie de la CGT est indiscutable, la CFDT soit alors presque une nouveauté. Il y a beaucoup à faire. Ce cadre syndical permet à Frédéric, et à beaucoup d'autres, de trouver une place offrant diverses opportunités d'ascension syndicale, et d'épanouissement personnel.

Frédéric s'intéresse en particulier à la formation. À la CFDT, elle occupe alors une place importante et conserve longtemps une certaine autonomie¹. Cette activité lui permet de continuer à consacrer du temps à la lecture, à apprendre, à enseigner. L'autonomie dont il dispose pour mener les formations internes explique d'ailleurs en partie que les effets du recentrage de la confédération, auxquels il s'oppose, aient mis du temps à se ressentir localement : "On ne vivait pas de près les évolutions de la confédération de la CFDT dans sa globalité. [...] Dans nos modules de formation, on continuait à faire les trois piliers, avec l'appropriation sociale des moyens de production, l'autogestion... Et les autres, ils disaient : « Mais vous savez, ça, c'est fini. » Nous on leur disait : « Mais non c'est pas fini ! Nous, c'est notre base. »" À côté de ses autres activités et responsabilités syndicales, cette

1. Cécile Guillaume, "La formation des responsables à la CFTC-CFDT : de la « promotion collective » à la sécurisation des parcours militants (1950-2010)", *Le Mouvement social*, vol. 235, n° 2, 2011, p. 105-119.

dimension de son engagement apparaît comme une rétribution importante, lui permettant d'accéder à un "autre monde", intellectuel, auquel son niveau d'études ne le destinait pas *a priori* : "On était beaucoup sur la formation, l'éducation ouvrière. C'était un peu le côté curé, disons, de la CFDT, qui était fondée sur des écoles normales ouvrières, des choses comme ça, des structures de formation exigeantes. [...] Je n'ai aucune formation, seulement un CAP [d'électricien]. Par contre, après, j'ai une formation, enfin je ne sais pas, mais si j'avais fait des équivalences par rapport à ce que j'ai fait... On a un niveau !" De manière significative, quand on demande à Frédéric ce que le syndicalisme lui a apporté dans la vie, c'est cet aspect qu'il met en avant, en lien avec la dimension humaine et les rencontres qui permettent de déployer l'existence, de sortir de l'univers restreint auquel le milieu de naissance aurait pu le river : "Je pense que c'est une richesse. Tu as des contacts humains, c'est fantastique. Tu as des gens que tu rencontres, et tu vois à quel point quand même la surface est grande, même si on est insuffisamment déployé, malgré tout, pour moi c'est l'essentiel. Ça m'apportait beaucoup de choses, à titre personnel, que je n'aurais pas vues si j'étais resté professionnellement ; j'aurais certainement eu des satisfactions, mais moins. Du point de vue des relations humaines, c'est quand même ça qui... Quand je te parle des gens qui font des permanences, des trucs comme ça, ça met sur le cul ! Ça continue toujours à m'impressionner parce que tu te dis que malgré tout le merdier dans lequel on est, il y a toujours cette attache, des gens qui sont capables de s'extraire de tout ce contexte pour apporter aux autres. Et que ce soit d'un côté ou de l'autre. Je le vois beaucoup dans le mouvement qu'ils ont des cathos, mais aussi des gens de la CGT qui ont une grande valeur humaine. C'est ce que j'ai toujours apprécié. Même si on se rentrait dans la gueule. Justement le fait d'échanger, même si c'est brutal, c'est quand même un échange, c'est de dire les choses qu'on pense parce qu'on les pense avec les tripes.

[...] Le syndicalisme c'est quand même, pour peut-être dire en un mot, [...] c'est la vie quoi d'une certaine manière."

Dans les années 1968, non seulement l'accès à l'emploi demeure assez facile, mais plus encore, le contexte de contestation des différentes formes d'autorité encourage des salarié.e.s, y compris celles et ceux qui occupent des postes d'exécution, à ne plus accepter ce qu'ils vivent au travail comme normal, indiscutable ou immuable. Nos enquêté.e.s témoignent du fait que cette période, loin de la "conscience de crise" qui se développe à partir des années 1980, est d'une certaine façon caractérisée par l'ouverture de brèches, et par la diffusion de différentes formes de critiques de l'ordre établi. Pour une partie d'entre eux, le fait d'avoir dénoncé les brimades des chefs, les consignes arbitraires, l'abrutissement lié aux tâches répétitives, la dangerosité de certaines situations de travail et leurs effets sur la santé ou encore le traitement irrespectueux de l'intimité des malades dans un service d'hôpital, a constitué un fort vecteur de politisation.

La trajectoire antérieure de ces hommes et de ces femmes, les dispositions qu'ils ont acquises au fil de leur socialisation contribuent à éclairer la formation d'un sentiment d'injustice ou d'un désir de révolte. Pour autant, en lien avec d'autres moments et sphères de socialisation, il se joue quelque chose de spécifique dans l'expérience concrète des rapports de travail et de l'exercice du métier, celles-ci occupant une part majeure dans la vie d'un adulte. C'est ce que nous avons cherché à saisir, bien qu'il soit souvent difficile pour les enquêté.e.s de mettre en mots ces expériences : elles s'expriment au travers de récits d'événements marquants, de descriptions factuelles des postes occupés, ou des activités quotidiennes. Ces paroles sont particulièrement précieuses, car ces mémoires ouvrières parlent de ce qui demeure souvent muet dans les sources archivistiques. En décrivant l'ordre usinier, sa violence, mais aussi ses contestations, leurs récits constituent une histoire

incarnée de l'évolution des rapports sociaux de production. Les mobilisations et les grèves de mai-juin 1968 y occupent une place importante, mais sont replacées dans une temporalité bien plus longue de contestation de l'ordre capitaliste.

Dans ces processus de politisation, l'engagement syndical joue un rôle déterminant. Il dote les individus d'un langage qui travaille à "transformer le malaise vécu en injustice, en scandale¹", à désigner des adversaires, à identifier des causes qui ne se réduisent pas à la fatalité, à développer la puissance d'agir du collectif et des salarié.e.s qui peuvent parfois même s'investir – mais cela est plus rare – dans des pratiques professionnelles présentées comme alternative.

1. Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2002 (1996), p. 91.